

<http://divergences.be/spip.php?article2008>



Victor Montoya

Bolivie. Le massacre minier de Saint Jean

- Archives - 2010 - N° 21 Juillet 2010 - Français - INTERNATIONAL -

Publication date: samedi 17 juillet 2010

Copyright © Divergences, Revue libertaire internationale en ligne - Tous

droits réservés

<dl class='spip_document_5530 spip_documents spip_documents_left' style='float:left;'>

L'auteur VICTOR MONTOYA est né à La Paz (Bolivia), en 1958. Il a passé son enfance et sa première jeunesse dans la ville minière de Siglo XX - Llallagua, au nord du Département de Potosí, à l'endroit même où avait été découvert le filon d'étain le plus important au monde. En 1976, il a été persécuté, torturé et emprisonné. Il est resté dans le camp de concentration de Chonchocoro - Viacha jusqu'à sa libération en 1977, suite à une campagne d'Amnesty International. Depuis cette date il réside en Suède où il se consacre professionnellement à la littérature.

Le massacre minier de Saint Jean, survenu à l'aube du 24 juin 1967, ne figure pas dans les pages officielles de l'histoire nationale, même si son souvenir reste vif dans la mémoire collective et se transmet oralement, de génération en génération, se transformant parfois en contes et légendes, comme souvent avec les faits historiques qui se refusent à succomber dans les brumes de l'oubli. Et si je le raconte ici et maintenant, c'est que je fus témoin de cet horrible massacre trois jours après l'anniversaire de mes neuf ans.

Tout commença lorsque les familles de mineurs rentraient chez elles après avoir fêté le solstice d'hiver autour des feux, où on dansa et chanta au rythme des cuecas et des huayños, accompagnés par des des verres de ponch, des plats typiques, de la coca, des cigarettes, des bâtons de dynamite et des pétards. Tandis que la fête se déroulait dans la ville de Llallagua et les campements de Siglo XX, les troupes du régiment Ranger et Camacho, qui quelques heures plus tôt avaient encerclé les lieux à la faveur de la nuit, ouvrirent le feu de tous les côtés, abandonnant une vingtaine de morts et soixante-dix blessés entre les piqûres du froid et les sifflements du vent.

On estime que les soldats et les officiers, qui pénétrèrent dans la zone nord entre vingt-et-une heure et vingt-trois heures, partirent en train de la ville de Oruro dans l'après midi du 23 juin. Le gardien qui surveillait le passage les vit arriver armés dans les wagons et tenta d'en informer les dirigeants syndicaux et les radios, mais il subit les intimidations des officiers qui continuèrent leur marche. C'est ainsi que, aux environs de cinq heures du matin, commença la fusillade qui tua des hommes, des femmes et des enfants. Dans un premier temps, face à cette attaque surprise, certains confondirent les rafales des mitrailleuses avec les pétards et le fracas des mortiers avec les explosions de dynamite.

L'entreprise, complice des bourreaux, coupa la lumière électrique ce matin-là, pour que les radios ne puissent transmettre aucune alerte aux habitants ; pendant ce temps, les soldats, qui étaient postés sur le Cerro San Miguel, près de la Salvadora et du Rio Seco, descendirent comme des troupeaux d'ânes par le flanc escarpé et occupèrent violemment les campements, la Place du Mineur, le siège du syndicat et la radio « la Voix du Mineur », où fut assassiné le dirigeant Rosendo Garcia Maisman, lequel, retranché derrière une fenêtre, défendit la radio, un vieux

fusil à la main.

Le carnage se poursuivit pendant plusieurs heures sous le soleil du 24 juin. Les morts perdaient leur sang auprès des feux et les blessés arrivaient à l'hôpital, tandis que les mères, atterrés par les tirs et les cris, tentaient de calmer la peur et les pleurs des enfants. Au milieu du chaos et de l'effroi, beaucoup d'hommes, dans une tentative désespérée de se défendre, s'armèrent de dynamite et capturèrent des soldats, qu'ils dépouillèrent de leurs uniformes et de leurs armes. Mais tout laissait supposer qu'il était déjà trop tard pour préparer une résistance organisée. La Place du Mineur se remplit de soldats et la juridiction de la Province de Bustillo fut déclarée « zone militarisée ».

Le massacre obéit à des ordres clairs de René Barrientos Ortuño, dont le gouvernement abaissa les salaires au niveau de la faim, désapprovisionna les pulperias (magasins de l'entreprise minière. NdT), interdit le droit syndical et s'acharna à persécuter les dirigeants politiques et syndicaux dans le but de détruire systématiquement l'axe principal de la résistance au sein du mouvement ouvrier.

De fait, selon des témoignages directs, on sait que le jour du 24 juin était prévue la réalisation du congrès national des mineurs à Siglo XX, dans le but d'exiger une augmentation des salaires et d'appuyer la guérilla du Che avec « deux mitas », équivalents à deux jours de travail (La « mita » correspond dans les Andes à un travail collectif pour la communauté, à un système d'entraide. NdT). Une somme importante si l'on considère les 20 000 travailleurs qui intégraient alors la Corporation Minière de Bolivie (COMIBOL).

Le gouvernement et les Forces Armées, informés des préparatifs du Congrès et soutenus par la CIA, s'empressèrent d'occuper les centres miniers pour éviter un quelconque appui moral et matériel destiné aux guérilleros qui se battaient à vue dans les montagnes de Ñancahuazu. Par conséquent, loin de l'illusion d'une étincelle libertaire allumée sur le continent américain, les mineurs de l'altiplano et les guérilleros commandés par le Che étaient assassinés avec les mêmes armes et par les mêmes ennemis, séparés les uns des autres, sans se voir le visage ni partager la même tranchée, luttant contre les mercenaires de la CIA et les troupes de l'armée bolivienne.

René Barrientos Ortuño, qui savait manoeuvrer des plans sinistres en s'appuyant sur le « pacte militaire - paysan », qu'il avait établi lui-même avec la bureaucratie officielle des syndicats ruraux, justifia le massacre en prétextant que l'armée était en situation de légitime défense et qu'il était nécessaire de « combattre le processus subversif » des mineurs à Siglo XX, prêts à organiser un processus révolutionnaire pour se joindre à la geste armée des « barbus étrangers » de Ñancahuazu.

Tandis que l'indignation populaire courait comme une traînée de poudre à travers le pays, les « syndicats clandestins », organisés à l'intérieur de la mine, en plus d'avoir décrété à l'unanimité une grève de 48 heures pour protester contre le massacre, affirmèrent leurs justes revendications : retrait des troupes de l'armée, restitution du siège du syndicat et de la radio « la Voix du mineur » ; respect du droit syndical, liberté sans conditions pour les dirigeants arrêtés et exilés, indemnisation des veuves des mineurs assassinés et exigence qu'elles ne soient pas délogées du campement ; réajustement des salaires au niveau de mai 1965 et, comme si cela ne suffisait pas, on fixa aussi une contribution bimensuelle de dix pesos par ouvrier, pour les dépenses du syndicat et pour acheter des armes. La résistance populaire, à l'échelle nationale, trouva son avant-garde indiscutable chez les mineurs qui, de par leur haut degré de conscience politique et de combativité, étaient décidés à défendre leurs droits les plus élémentaires et à déclarer Siglo XX « territoire libre », dans une franche attitude de défiance contre la dictature militaire.

Au massacre succédèrent la répression et le licenciement des « agitateurs » de leurs postes de travail. Certains finirent dans les oubliettes et les autres exilés, les veuves et les orphelins furent expulsés du campement sans indemnisation ni aucun droit et le massacre de Saint Jean resta impuni. La vague de persécution fut planifiée par le Haut Commandement Militaire, avec le clair objectif de liquider physiquement les dirigeants les plus illustres de la

Bolivie. Le massacre minier de Saint Jean

résistance ouvrière. C'est ainsi qu'ils trouvèrent l'endroit où se cachait Isaac Camacho, l'un des principaux leaders des « syndicats clandestins », lequel, après avoir été arrêté le 29 juillet, dans une maison proche de la Plaza Nueva à Llallagua, fut torturé et disparut sans laisser aucune trace.

René Barrientos Ortuño, en plus du massacre minier, fut le responsable direct de l'assassinat, l'emprisonnement, la torture et la disparition de plusieurs opposants à son gouvernement, jusqu'au jour où il mourut calciné dans le même hélicoptère que lui avaient offert ses alliés du nord. Cependant, malgré les multiples témoignages autour de cette sombre histoire, certains exaltent encore son « patriotisme » et le surnomment le « général du peuple », alors qu'en réalité il n'était rien de plus qu'un simple général putschiste, un aviateur entraîné aux Etats-Unis et un fidèle serviteur de l'impérialisme, qui sut profiter de son mandat présidentiel pour s'emparer des ressources naturelles d'un pays qui agonisait dans la misère et pleurait ses morts écrasés sous la botte militaire.

Traduction Émilie Beaudet